

# POLITIQUE

La rentrée de l'ancien premier ministre

## M. Michel Rocard estime que « les lendemains peuvent être meilleurs sans chanter »

M. Michel Rocard a effectué sa rentrée samedi 31 août à Chambéry (Savoie), où ses amis étaient réunis en université d'été depuis le jeudi précédent. L'ancien premier ministre, qui n'avait pas pris la parole depuis son départ de Matignon, s'est situé sur un terrain - la politique internationale, la crise soviétique et ses retombées sur la société française - qui lui a permis d'éviter toute polémique.

M. Michel Rocard commence par expliquer qu'il ne s'est décidé à s'exprimer que parce que, « en trois jours, en quelques heures même, en vérité, nous avons changé et de siècle et de monde ». Depuis son départ de Matignon, dit-il, il s'est « mis à l'écoute des grandes mutations qui traversent la société française et le monde », car « une bonne gestion, la défense du droit ne suffisent plus aujourd'hui à nourrir un projet d'avenir ».

Après avoir rendu hommage à M. Gorbatchev - « rarement l'histoire aura été centrée sur les actes d'un seul homme comme elle le fut depuis bientôt deux ans » - et à M. Eltsine - « qui incarne l'espoir nouveau des Soviétiques, des Russes en tout cas », - il déclare : « Avec l'effondrement du communisme soviétique, c'est à l'effondrement de tous les communismes qu'il faut s'attendre. C'est bientôt vers l'Asie que se poursuivra, n'en doutons pas, le mouvement libérateur (...) N'oublions pas pourtant qu'hier encore des millions d'hommes et de femmes avaient placé leur espoir dans le communisme. Pour de nombreux dirigeants et intellectuels du tiers monde, il va falloir apprendre à s'en passer. Saurons-nous leur apporter les références nouvelles qu'ils chercheront ? » Il ajoute : « Ainsi verrons-nous peut-être venu le moment où les dépenses militaires considérables du passé vont se réduire ». Puis il plaide pour une réforme des Nations unies : « La fin d'un empire ne doit nous conduire ni à nier qu'il en existe un autre ni à renoncer à tenter de le convaincre d'accepter de nouvelles règles ».

### « Socialisme de liberté »

L'ancien premier ministre constate que « l'évolution des peuples de l'Europe centrale et orientale » s'organise « autour de deux grandes tendances : le développement de l'économie de marché, le renforcement et l'expression de solidarités culturelles, ethniques, linguistiques et religieuses, trop vite et trop souvent appelées nationales. Chacune comporte ses propres risques et génère ses propres difficultés. François Mitterrand y a insisté, et à juste titre (...) Toujours la liberté s'incarne dans un peuple et ce peuple s'identifie à son territoire. L'expérience nous a montré ainsi. Mais, en même temps,

peut-on se satisfaire d'un continent européen qui ne serait plus qu'un immense morcellement d'Etats, qu'un vaste puzzle balkanisé, comme au début de ce siècle, alors même que les interdépendances économiques, sociales, techniques, culturelles ne cessent de s'accroître ? » Mais il reconnaît : « On ne peut déléguer qu'une souveraineté que l'on exerce. Un peu de temps sera nécessaire. »

Constatant que dans les anciens pays du bloc communiste « s'impose le modèle de l'économie de marché », M. Rocard explique : « Définir des règles de droit pour des sociétés qui sortent de décennies d'arbitraire policier, mais aussi définir des règles de solidarité pour des sociétés qui veulent échapper à l'arbitraire de l'argent, voilà ce qui fonde l'ambition de renouveler le message et les missions du socialisme démocratique, cette espérance adulte pour les temps qui viennent (...) Le communisme a été longtemps une ligne de clivage qui distinguait ce qui était à gauche de ce qui ne l'était pas. Qui n'a pas un jour succombé au piège de cette référence ? C'en est désormais fini. Et c'est désormais à ceux qui ont cru à cette utopie de se situer par rapport à ce qui reste la seule définition de la gauche : le socialisme de liberté. Cela ne nous entraîne pas dans un oubli des valeurs. Les lendemains peuvent être meilleurs sans chanter. »

### Dépasser l'économie mixte

M. Rocard déclare aussi qu'après l'échec du fascisme et du communisme restent « vivantes » deux grandes idéologies : « le libéralisme et le socialisme démocratique. » Il ajoute : « Elles ont toutes deux évolué par rapport à leurs inspirations originales, mais leur compétition continue d'être au cœur de notre combat démocratique. D'une certaine manière, les choses n'en deviennent que plus claires. Nous allons connaître, j'en ai la conviction, un renouveau du débat politique. » Puis il plaide pour « un Etat et un service public qui soient en mesure d'assurer des règles du jeu, de corriger des inégalités, de faire progresser la société sans que personne ne soit laissé sur le bord du chemin ». Il reconnaît toutefois que ce message est difficile à faire admettre dans des pays où « l'Etat s'est identifié au parti unique et le parti unique au mensonge et au crime ».

Affirmant qu'« il ne suffit pas de dire que l'histoire a justifié les choix faits en 1920 à Tours », l'ancien premier ministre explique que : « C'est vrai, mais c'est insuffisant. Les valeurs demeurent mais le modèle de changement social n'est plus le même. Nous devons aujourd'hui dire clairement notre but : la construction d'une société solidaire dans une économie de marché. L'expérience nous a montré qu'il n'était ni possible ni souhaitable

de nier la compétition. Mais la réalité de l'action gouvernementale montre avec la même force que la règle du contrat est aujourd'hui une nécessité tout aussi forte. Ce constat nous amène à dépasser la simple idée d'économie mixte. Il ne faut pas en effet commettre l'erreur symétrique des libéraux qui opposent l'Etat et les individus en confrontant le secteur public et le secteur privé. Redéfinissons plus finement les fonctions de l'Etat et faisons comprendre les coopérations nécessaires. »

Constatant que la société « est un vaste système de biens de toutes sortes, économiques bien sûr, mais aussi sociaux, politiques et culturels », et que « la question est de savoir comment

ces biens peuvent être distribués », M. Rocard explique : « Le marché est le plus à même de le faire pour certaines catégories, mais le seul critère monétaire ne peut s'imposer. A l'évidence, il y a nécessité de service public, de service social, de création et de diffusion culturelles. » Puis il ajoute : « Cette conception de la société permet de dépasser les fausses oppositions entre l'individu et la société, la liberté et l'égalité, le risque et la sécurité (...) La politique n'a pas à dire l'alpha et l'oméga de la vie humaine, mais elle doit ménager une part d'espérance concrète pour chaque individu, l'assurance que les destins ne sont pas arrêtés, que les votes de l'espoir social demeurent ouvertes. »

## M. Mauroy propose une concertation de tous les partis sur la réforme électorale

La législation électorale ne sera pas modifiée avant les élections cantonales et régionales de mars prochain. En prévenant qu'elle n'utiliserait pas l'article 49 alinéa 3 de la Constitution pour faire accepter une telle réforme (le Monde du 28 août), M<sup>me</sup> Edith Cresson l'avait clairement annoncé, puisqu'il n'y a pas de majorité à l'Assemblée nationale pour voter les modifications souhaitées par les socialistes. Des déclarations de M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, et de M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, l'ont confirmé, vendredi 30 août.

Lors d'une conférence de presse à Lille, l'ancien premier ministre a en effet répondu à M. Bernard Tapie, qui avait regretté que le gouvernement n'ait pas le courage d'imposer un changement qu'il juge nécessaire (le Monde du 31 août), que le président de l'OM « n'accepterait pas que les règles du jeu soient changées pour chaque compétition » et qu'en tout cas il n'était pas possible d'établir ces règles « au moment d'entrer sur le stade ».

Les dirigeants socialistes sont donc décidés à se montrer patients pour atteindre leur objectif, qui reste, a expliqué M. Mauroy, une « harmonisation » des modes de scrutin sur le modèle de celui en vigueur pour les élections municipales, qui, après avoir été critiqué par la droite, est maintenant « accepté par tout le monde ». Il a ajouté : « A partir de là, il serait facile d'avoir une loi pour les départements, les régions et, pourquoi pas, le pays tout entier. » Pour y parvenir, le maire de Lille a annoncé qu'il comptait « prendre l'initiative de s'adresser à chaque formation pour leur demander ce qu'elles veulent », mais la forme de cette concertation n'est pas encore déterminée. M. Mauroy souhaite pourtant que celle-ci ait lieu « le plus rapidement possible avant la fin de l'année, de façon qu'elle ne se passe pas juste avant mars, même si les élections de mars ne sont pas concernées ».

Faisant un pas vers les membres de l'opposition qui souhaitent une

inscription dans la Constitution des modes de scrutin, le premier secrétaire du PS a estimé que « sans aller jusque là, il ne devrait plus être question de pouvoir remettre en cause de nouvelles règles [électorales] au gré des circonstances et des événements ». Pour sa part il a proposé d'en faire des lois organiques, dont l'adoption par le Parlement impose une procédure particulière. Cela aurait notamment, pour effet de donner au Sénat un droit de veto sur les modifications des modalités d'élection de ses membres. Or actuellement il n'en dispose pas en ce qui concerne la composition du collège électoral, le calcul du nombre d'électeurs en fonction de la population des communes, le seuil à partir duquel les sénateurs ne sont pas élus au scrutin majoritaire mais à la proportionnelle. Toutes choses que les socialistes souhaitent modifier, comme l'a confirmé M. Marchand en s'exprimant devant l'université d'été des jeunes du courant de M. Jospin.

A cette occasion, le ministre de l'intérieur a annoncé que tous les arbitrages interministériels sur le projet de statut de l'élu, promis depuis près de dix ans, avaient été rendus et que ce projet allait être soumis au Conseil d'Etat.

Th. B.

□ Un commando s'empare de documents au conseil général de Corse-du-Sud. - Un commando de cinq hommes, armés et cagoulés, se réclamant du FLNC, a attaqué vendredi 30 août, à Ajaccio, un local annexe du conseil général de Corse-du-Sud, pour s'emparer de nombreux dossiers. On ignore la nature exacte de ces dossiers, portant notamment sur l'aménagement routier. Dans la nuit du 5 au 6 juillet, la porte d'entrée de ces locaux avait été endommagée par une charge explosive.

L'opposition continue son offensive contre M. Mitterrand

## « Ce pouvoir paraît condamné » affirme M. Giscard d'Estaing

M. Mitterrand, après ses prestations manquées qui ont fait suite au coup d'Etat de Moscou, reste la cible de l'opposition. Devant les militants du Parti républicain réunis en Université d'été à Cabourg, M. Gérard Longuet, président de cette formation, a affirmé, vendredi 30 août, que le chef de l'Etat est « un mauvais prophète et un mauvais perdant » et qu'il a « manqué le rendez-vous de la France et de l'histoire ». Au même endroit, devant le même public, M. Alain Madelin, vice-président du Parti républicain, a évoqué la perspective d'une nouvelle cohabitation après une victoire de l'opposition aux élections législatives de 1993. « S'il nous faut cohabiter, nous devons le faire autrement. François Mitterrand doit retenir cette leçon de l'Est : s'opposer trop longtemps aux réformes, c'est prendre le risque d'être gorbatchéviste. »

La veille, dans une interview publiée par le Quotidien de Paris, M. Valéry Giscard d'Estaing, énuméré les erreurs, selon M. Mitterrand : l'unification de la Communauté, le long délai souhaité l'adhésion de certains pays à la Communauté, le coup d'Etat de Moscou. « entrans », dit-il, dans une passionnante avec l'extérieur. L'intérieur, on découvre une ayant définitivement épuisé les effets de l'expérience sociale. Quand un parti de gouverner ne recueille, dans les sondages, 25 % des voix, cela signifie un message commence à être (...) Ce pouvoir actuel condamné. »

M. Giscard d'Estaing, fa à la réduction à cinq ans du mandat présidentiel, affirme qu'il sonne ne doit rester quatorze et rappelle, à propos des élections législatives de 1993, que le de Gaulle avait quitté le immédiatement après son référendum de 1969.

A l'université d'été du Front national

## M. Le Pen réclame un « Nuremberg consacré au communisme »

Si le communisme se porte mal, l'anticommunisme de M. Jean-Marie Le Pen, en revanche, ne faiblit pas. Dans un discours de plus de deux heures pour clore la septième université d'été du Front national, vendredi 30 août à Beaune (Côte d'Or), M. Le Pen a fait de nouveaux ses choux gras du « marxisme, crime contre l'intelligence ».

Front national de s'étonner : quoi parle-t-on à 99 % des nazis, ce que je trouverais n la proportion était gardée crimes soviétiques ? ». Il a « Le nazisme a certes commis crimes, mais qui se sont é temps de guerre pendant tre Sur le même sujet, M. Megret, délégué général, auparavant déclaré : « Nous so train d'assister à la fin d reconstruit depuis Yalta. T idéologies, tous les tabous été fondés alors sont en tomber », notant que le nisme fait partie de cette r cause des tabous. Il avait que « c'est pour cela que [n saires] parlent autant de la guerre mondiale, et main cette réalité qui fonde leur ».

BEAUNE

de notre envoyée spéciale

A propos des événements en URSS, le président du Front national a déclaré que les siens avaient « été les seuls à tirer des bords contre le vent mauvais de l'idéologie marxiste ». Evoquant l'expression de « Le Pen russe » utilisée par Jean-François Kahn pour qualifier le président de Russie, M. Le Pen a affirmé que M. Boris Eltsine « n'est qu'un brillant contremaître de la onzième heure alors que nous, nous sommes assez fiers d'avoir été les ouvriers de la première heure » pour combattre le communisme. Et il a complété : « Ce n'est pas une mince affaire de transformer le pays le plus puissant du monde en un pays qui tend la main pour manger ». Selon lui, « nous resterons sous la menace [communiste] encore longtemps et « le Parti communiste est sûrement plus puissant aujourd'hui en France qu'en URSS ». Même « nos évêques ont des têtes de militants CGT », a-t-il ajouté.

M. Le Pen a réclamé « la tenue d'un Nuremberg consacré au communisme » pour l'assassinat de « deux cents millions de personnes » car, selon lui, « à Nuremberg, où les communistes auraient dû siéger au banc des accusés, ils étaient sur celui des juges, [ce qui est] beaucoup plus confortable ». Et le président du

### La démission du président de la République

Pour M. Le Pen, évoc conséquences des évènements Union soviétique, « les te être durs pour le Parti social président de la République lui, « la position du prési devenir intenable [et] il d amené à prendre la sage d remettre son mandat au pe ».

A propos des élections et cantonales de mars 199 sident du Front national que son parti « part dans pagne électorale pour u course, mais déjà en tète ton ». Selon lui, « le Fron doit maintenant arriver à et Jean-Marie Le Pen à dence de la République » mière étape de la str: conquête du pouvoir par national est de gagner la r vence-Alpes-Côte d'Az montrer que nous somme de diriger une grande ré çaise et donc montrer sommes capables de goi France ».

M. Le Pen a ironisé : laissé par M. Bernard Taj éventuelle candidature en Alpes-Côte d'Azur (le 31 août), en déclarant c loin de la coupe aux rodromontades au tableau et des tartarinades à la lion ». Il a ajouté que les activités de M. Tapie « l'occuper sans qu'il vienn se faire tailler un costume que département que ce province ou de la régio tion ». Interrogé sur l'anr candidature en Provence d'Azur, M. Le Pen a rép temps n'est pas encore viendra sûrement. » M. lui, laissé entendre annonce, aux allures d polichinelle, aurait li région et, d'autre pa conférence de presse é pour le 7 septembre 15

□ Crise municipale à S : - Sept conseillers muni les vingt-trois qui avai en mars 1989 sur l. M. Alain Spada, mair quette de Saint-Tropez, sionné vendredi 30 ac

## « Mai 1988-mai 1991, le temps de la réforme »

CHAMBERY (Savoie)

de notre bureau régional

Les partisans de M. Michel Rocard, réunis à Chambéry (Savoie), ont reçu, samedi 30 août, une brochure intitulée *Mai 1988-Mai 1991, le temps de la réforme*, à la couverture gris sobre seulement illustrée d'une petite photographie de l'ancien premier ministre.

Mais selon ses auteurs - des responsables des clubs Convaincre, une des composantes des réseaux rocar- ns, et d'anciens membres

« une grille de lecture », d'un « essai d'analyse », pour montrer « la cohérence de 1101 jours de gouvernement ».

Le premier chapitre concerne la « mise en musique » de la Lettre à tous les Français du candidat Mitterrand.

Le second, intitulé « les grands chantiers », tente de mieux identifier « la marge plus spécifique » de M. Rocard. Le dernier se veut une réflexion sur l'organisation de la vie politique.

Interrogés sur le caractère exceptionnel, sous la

La contestation au PCF

## Le maire de Tulle menace de quitter le Parti communiste

M. Jean Combasteil, maire communiste de Tulle (Corrèze), s'est déclaré prêt à démissionner de son mandat et à quitter le PCF « s'il n'y a pas d'évolution sensible » au sein de ce parti. Cette prise de position est partagée par deux autres maires communistes de Corrèze et de Haute-Vienne, dont M. Roland Mazoin, maire de Saint-Junien (Haute-Vienne), une des plus anciennes municipalités communistes de France, qui a annoncé son intention de ne plus se présenter à une élection sous l'étiquette du PCF.

« Je considère qu'il faut aller vers une réflexion en profondeur sur le fonctionnement du parti et sa façon d'appréhender les problèmes », a

# LE MONDE diplomatique

Septembre 1991

- LA FIN DU POUVOIR COMMUNISTE EN URSS : Reconstruire, par Ignacio Ramonet. - Les batailles à venir, par Jean-Marie Chauvier. - M. Gorbatchev et l'essence de la perestroïka, par Moshe Lewin. - M. Boris Eltsine et l'ordre nouveau, par Annon Kapeliouk. - Le chaudron des nationalismes, par Marc Ferro. - Sous l'œil de Washington, par Paul-Marie de La Gorce.
- MER BALTIQUE : A la recherche d'une zone de coopération, par Jean-Yves Potel.
- YUGOSLAVIE : La communauté internationale face à la guerre civile, par Catherine Samary.
- CHINE : A Pékin, ruraux et citadins en quête